

FSU 47

169 bis avenue Jean Jaurès 47000 AGEN
06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | <https://fsu47.fsu.fr/>



Déclaration de la FSU 47 à la FSSSCT du jeudi 27 juin

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres de la FS-SSCT 47,

Voici réunie la dernière instance F3SCT de l'année scolaire. Ce sera peut-être la dernière sous ce gouvernement. Et quel triste bilan pour ces quelques mois d'existence de notre instance sous ce régime politique ?

Bilan d'une année scolaire des plus inédits : multiplication des annonces du Président de la République concernant l'École, parfois contredites, reprises ou non par les trois ministres de l'Éducation nationale qui se sont succédés et par le Premier Ministre ; conduisant à une préparation de rentrée dans les collèges sans aucun texte, à un projet de décret de programmes pour les cycles 1 et 2 en français et mathématiques ; ces derniers imposés contre l'avis quasi unanime de la communauté éducative et du Conseil supérieur de l'éducation. Cela témoigne à l'évidence d'une volonté inégalée d'avancer à marche forcée et d'imposer sans jamais chercher l'adhésion des personnels . Le mépris pour les agentes et agents considérés désormais comme de simples exécutants non seulement persiste mais s'accroît.

La FSU 47 constate à nouveau l'absence de prise en compte de la dégradation des conditions de travail des agent·e·s de l'Éducation nationale, et déplore les budgets en baisse qui ne permettront pas une véritable amélioration des conditions d'exercice.

A contrario, nous ne pouvons que redouter les impacts néfastes sur la santé, la sécurité et les conditions de travail de nos collègues de toutes ces réformes annoncées pour la rentrée 2024 :

- le contrôle renforcé du travail enseignant et la négation de sa professionnalité via des évaluations standardisées, le recours à des intelligences artificielles ou la labellisation des manuels,
- l'alourdissement programmé de la charge de travail des personnels avec la mise en place des groupes de niveau en français et en mathématiques, accompagné d'une refonte accélérée de tous les programmes,
- l'embauche de nouvelles et nouveaux professeur·e·s, avec des formations sans ambition, pour mieux formater les nouvelles recrues à un métier toujours plus entravé,
- les contraintes liées à la multiplication des cours en barrette, le recours massif aux heures supplémentaires, rendant la préparation de la rentrée difficile pour les personnels de direction et faisant peser de lourdes menaces sur les emplois du temps des élèves comme des personnels.

Toutes ces mesures, loin d'enrayer la crise des recrutements déjà bien présente dans l'Éducation nationale, ne peuvent que l'aggraver. Si l'ensemble de la profession exprimait déjà de grandes inquiétudes et un rejet de ces annonces, il est à noter que les personnels de direction, qui n'ont pas pour habitude de s'opposer aux décisions ministérielles, expriment désormais leur inquiétude et leurs réserves.

Dans le premier degré, comme le montre le RSST, on observe des conditions de travail toujours plus dégradées notamment en raison du manque de moyens alloués à l'école inclusive et à la prise en charge des élèves à besoins particuliers. Cela aggrave le mal-être des personnels et leur exposition aux risques psycho-sociaux.

Faute d'une reconnaissance de son imputabilité au service, la souffrance au travail conduit les agent·e·s à être placés par leur médecin en congé maladie ordinaire alors qu'elle trouve son origine dans les conditions et l'organisation mêmes du métier. Ces arrêts de travail accentuent les problèmes de non remplacement et de pression sur le reste des équipes.

Dans le second degré, au collège, la création de groupes de niveau à la rentrée 2024 dans les classes de sixième et de cinquième va profondément dégrader les conditions de travail en contraignant les emplois du temps des professeur·e·s et ceux des élèves.

Cela engendrera forcément des pressions parentales sur les enseignant·e·s quant à la composition des groupes et leurs évolutions en cours d'année.

Cette réforme fait écho à celle du lycée : la mise en place des groupes de niveau provoquera les mêmes effets pervers que celle des spécialités sur les emplois du temps et les collectifs de travail. En imposant des méthodes

pédagogiques en mathématiques et français, elle aggrave le mal-être et la perte de sens de nos valeurs déjà ressentie par les personnels : comment suivre et accompagner les élèves au mieux avec de tels dispositifs ? Comment faire progresser TOUS les élèves ? Comment proposer du contenu de cours adapté à sa pédagogie dans un emploi du temps très resserré et contraint ?

Et alors que la dégradation de la santé mentale des adolescents est notoire, cette réforme fera aussi peser des risques sur les élèves, susceptibles de se sentir stigmatisé·es selon le groupe où elles et ils auront été placé·es. Comment lutter contre la dégradation du climat scolaire, contre le harcèlement, quand la structure scolaire elle-même éclate les groupes-classes structurants pour les élèves ?

Au lycée, l'organisation du baccalauréat telle qu'elle semble envisagée pour les spécialités et la non prise en compte des contraintes dues aux programmes trop lourds, dégradent les conditions de travail et d'enseignement. La FSU alerte d'ores et déjà sur les conditions de correction du baccalauréat qui touchent plus particulièrement certain·e·s enseignant·e·s, en particulier en Lettres et Philosophie.

Dans la voie professionnelle, la réforme se met en place toujours à marche forcée, sans aucun dialogue. Pourtant, elle va pourtant engendrer des bouleversements majeurs ayant de lourdes répercussions sur les conditions de travail de l'ensemble des professeur·es des Lycées Professionnels. La nouvelle organisation de la classe de terminale, prévue à la rentrée 2024 va dégrader la formation des élèves et leur préparation aux examens. L'organisation de cette fin d'année reste floue, il est prévu deux ventilations de service et donc deux emplois du temps différents pour une même année scolaire pour les élèves comme pour les enseignant·e·s. Les conditions d'exercice seront complexifiées et détériorées. Les professeur·e·s de lycée professionnel sont particulièrement inquiet·e·s face à cette dénaturation croissante de leur métier et à cette fragilisation de leur statut.

La profession continue d'aller mal. Jusqu'où et jusqu'à quand ?

En annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale au soir des résultats des élections européennes, le Président Macron a pris une responsabilité immense, créant la confusion et la sidération dans le pays, libérant les violences, autant physiques que verbales, des partisan·e·s de l'extrême-droite et menaçant la démocratie, mettant en danger les droits et libertés fondamentales, les services publics et la sécurité sociale. Et que dire lorsque notre ministre, en pleine campagne cette électorale plus médiatisée que jamais, apparie les mesures du programme du RN concernant l'Education National aux mesures que son gouvernement met en place à marche forcée ?

Cette période est particulièrement anxiogène pour nos élèves et nos collègues.

Et la liste des fiches SST parle d'elle-même. La loi sur la transformation de la Fonction publique avait déjà fait son travail : assécher les sources d'informations des représentant·e·s des personnels sur les opérations collectives de carrière, isoler les personnels, les livrer à l'autoritarisme de certains chefaillon·ne·s, consacrer le « obéis et tais-toi » comme alpha et omega du fonctionariat.

Alors que le dialogue social est quasiment au point mort, où en serons-nous dans quelques jours ?

Et pourtant ?

Pourtant nous n'avons jamais eu autant besoin de fonctionnaires indépendant·e·s, intègres, formé·e·s, protégé·e·s par leur hiérarchie des pressions politiques et sociales.

Pourtant nos collègues se débattent au quotidien pour faire tenir la fonction publique et son projet pour l'avenir que doit être l'école.

Pourtant les représentant·e·s des personnels, en F3SCT se dévouent pour faire vivre cet espace, travaillent, rencontrent, analysent.

Pourtant, nous continuons à penser que, à l'instar de certains de nos prédécesseurs, le mot résistance doit se conjuguer au présent. Au passé, ce sera trop tard. L'histoire fera ses comptes.

La souffrance au travail en a aussi des comptes. Des blessé·e·s, des abimé·e·s, voire des mort·e·s.

Nous pensons qu'il serait important que notre administration s'en soucie réellement, cesse de clamer la bienveillance et l'applique vraiment envers ses élèves et ses agent·e·s.

Quant à nous, militantes et militants de la FSU 47 nous poursuivrons la lutte chaque jour pour la transformation de notre société vers plus d'égalité.